

23 May 2014



Les élections européennes représentent un enjeu crucial pour l'Union européenne et pour les européens. Pour la première fois les citoyens seront appelés à se fédérer autour d'un projet incarné par un candidat à la présidence de la Commission européenne dans les 28 pays de l'Union.

Malheureusement, les citoyens européens ont perdu confiance en l'Europe et certains partis populistes utilisent le projet européen et sa Fonction Publique comme bouc émissaire pour cristalliser les peurs et les angoisses dans l'espoir d'enregistrer des votes de protestation contre l'Europe.

Dans vos interventions vous mettez en avant votre volonté de construire une Europe sociale et plus proche des travailleurs, notamment en renforçant le dialogue social.

Il se trouve que depuis plusieurs années déjà le dialogue social à la Commission Européenne est inexistant, voire nié. Les tentatives de conciliation et les demandes de dialogue adressées aux instances administratives et politiques de la Commission sont systématiquement rejetées et les décisions sur les relations de travail sont imposées en violation des règles dictées par l'Accord cadre régissant les relations entre les syndicats et l'Administration.

Vous préconisez, entre autres, l'introduction d'un salaire minimum dans l'Union Européenne.

Savez-vous que certaines catégories d'agents employés à la Commission à Luxembourg perçoivent un salaire inférieur au minimum social exigible au Luxembourg ?

Malgré les demandes réitérées des syndicats depuis 10 ans pour mettre fin à cette situation, et pour restaurer le principe d'égalité de traitement en matière de pouvoir d'achat du personnel affecté au Luxembourg, notre Administration fait la sourde oreille en invoquant les règles exorbitantes du droit commun dont bénéficie notre institution supranationale !

Malgré deux réformes du statut des fonctionnaires européens en 10 ans, drastiquement dégradantes, et malgré un accroissement considérable des tâches qui leur sont dévolues, nos collègues continuent malgré tout à accomplir leur travail avec constance et dévouement.

Nous avons l'espoir que la prochaine Commission saura rétablir des relations sociales apaisées et constructives avec son personnel, permettant de restaurer une paix sociale aujourd'hui très détériorée, et d'endiguer le sentiment général de découragement qui prédomine dans notre Institution.

Les syndicats de la Commission européenne au Luxembourg vous sauraient gré de leur accorder un entretien et se tiennent à votre disposition pour vous fournir tous les éléments probants des assertions avancées dans ce courrier.

Veillez croire, Messieurs, en l'expression de notre haute considération.



European elections are crucial for the European Union and for Europeans. For the first time citizens will be asked to unite around a project personified by a candidate for the presidency of the European Commission in the 28 EU countries.

Unfortunately, European citizens have lost confidence in Europe and some populist parties use the European project and its public service as a scapegoat to crystallize the fears and anxieties in the hope of gaining protest votes against Europe.

In your communications you state your desire to build a social Europe closer to workers, including the strengthening of social dialogue.

It turns out that for many years the social dialogue at the European Commission has been absent or totally denied. The attempts at conciliation and requests for dialogue addressed to the administrative and political bodies of the Commission have been systematically rejected, and decisions on labour relations are imposed in violation of the Framework Agreement dictated by rules governing relations between unions and administration.

Among other things, you are in favour of the introduction of a minimum wage in the European Union.

Do you know that certain categories of staff employed at the Commission in Luxembourg receive wages below the social minimum applicable in Luxembourg?

Despite repeated requests from unions during the last 10 years to end this situation and to restore the principle of equal treatment with regard to purchasing power of staff in Luxembourg, our administration turns a deaf ear, citing exceptional supranational rules!

Despite two reforms of the staff regulations of EU officials within 10 years, drastically degrading their working conditions, and despite a considerable increase in the tasks assigned to them, all our colleagues continue to do their work with perseverance and devotion.

We hope that the next Commission will restore constructive social relations with its staff in order to ensure social peace and curb the general feeling of pessimism that prevails in our Institution.

The trade unions of the European Commission in Luxembourg would highly appreciate a meeting with you and are at your disposal to provide you with evidence of the statements put forward in this letter.

Yours sincerely,